

Saint-Nicolas
MONTRES
tous prix, toutes marques
Châtaignes — Chevalières
Épigraphes de Cravate
Articles de Fumeurs
DUHAMEL-LARDE
Horloger Diplômé
68 Grande-Rue 68
ROUBAIX

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes..... 8 mois, 12.00; 6 mois, 10.00; 3 mois, 6.00.
France et Belgique..... 13.00; 10.00; 6.00.
Union postale..... 22.00; 18.00; 12.00.

REDACTION-ANNONCES

ROUBAIX: 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1900. Inter. 1190.
TOURCOING: 37, rue Caracol. Téléph. 37.
Chèques postaux 87 Lille

Sainte-Catherine
BIJOUX
ORFÈVRES EN CHEF
Dames de Paris et Dolly
BRACHETS-MONTRES
DUHAMEL-LARDE
68 Grande-Rue 68
ROUBAIX

L'Habitation familiale

Le problème de l'habitation est un de ceux qui se sont installés avec la plus d'omnipotence au cœur de la vie sociale d'après-guerre. Tous ceux qui ne sont pas propriétaires subissent plus ou moins impérieusement sa tyrannie. Ceux qui doivent quitter leur maison n'en trouvent point d'autre. Ceux à qui leur bail ou les diverses prorogations donnent un peu de répit envisagent avec inquiétude la fin de ce répit. Non seulement des quantités de logements manquent d'habiter mais le plus grand nombre de ceux qui existent sont incertains du lendemain et connaissent tous les soucis et les incertitudes d'une possession précaire et instable. Grave pour le ménage sans enfant, la difficulté s'accroît encore si la famille est importante et dans la proportion de cette importance.

Or nous sommes dans une région de familles nombreuses et la patrie réclame des enfants.

Il s'agit donc particulièrement d'indiquer ceux qui ont pris à tâche de défendre la famille se préoccupant de chercher une solution à ce problème ou plutôt — car la solution est toute trouvée: c'est bâtir — de chercher un moyen de presser cette solution: de faire bâtir.

Chacun sait bien quel serait le meilleur de ces moyens: ce serait la diminution du coût de la vie. Hélas! Il ne paraît guère possible quelques mois se rapprocher de notre portée. À son défaut, il faut en chercher d'autres et l'on admire celui qui a proposé et commencé à réaliser, l'homme qui est à la tête de la Fédération des Unions de familles nombreuses de la région du Nord: une exposition de l'habitation familiale.

Dans son assemblée à la première assemblée générale du Comité organisateur de l'exposition, le maire concitoyen M. Louis Watine s'est exprimé en ces termes: « Si vous me permettez d'employer une image familière, nous avons pensé que notre exposition pourrait être pour l'habitation familiale, un peu ce que pour l'automobile le Salon de l'auto et que nous pourrions en retirer les mêmes avantages: d'une part mettre en comparaison et donc en concurrence des créations diverses et stimuler ainsi l'émulation des professionnels, tant en vue du perfectionnement de l'objet envisagé que de son prix de vente; d'autre part offrir aux yeux des amateurs ce qui s'est fait, et pour quel prix; fournir ainsi des éléments concrets et précis aux constructeurs qui veulent bâtir pour eux-mêmes et qui hésitent à réaliser leur désir parce qu'ils ignorent à juste ce qu'ils peuvent faire pour l'argent dont ils disposent et à quel usage. »

Par des dessins, des plans, des photographies, des maquettes, par toutes les images qui parlent aux yeux, cette exposition montrera ce qui a été fait en matière d'habitations modestes, ouvrières et paysannes avec le prix d'établissement du modèle exposé au jour de l'exposition.

Ainsi les organisateurs espèrent atteindre les indifférents, les détracteurs de capitaux, les groupements qui pourraient ou devraient bâtir et étudier chez eux par l'image le désir de la faire et leur procurer les moyens d'une décision éclairée.

On ne saurait trop admirer l'imagination — l'enthousiasme réaliste — de ceux qui ont conçu et qui commencent de réaliser cette belle entreprise.

Le nouveau calife des musulmans donne sa première réception officielle

Constantinople, 24 novembre. — La première réception officielle donnée par Abd Ul Medjid, à eu lieu jeudi. Tous les dignitaires religieux et les hauts fonctionnaires turcs y assistèrent.

Après la cérémonie les généraux Charpy et Fillion ont eu une courte visite au nouveau calife.

L'investiture

Constantinople, 24 novembre. — La cérémonie d'investiture du nouveau calife a eu lieu vendredi matin.

Abd Ul Medjid se déclare grand ami de la France

Constantinople, 24 novembre. — Interrompue par un représentant de la presse parisienne, le calife Abd Ul Medjid a déclaré qu'il était un grand ami de la France, avec qui il s'efforcera de conserver de bonnes relations, espérant que de son côté la France poursuivra sa politique de sympathie à la cause de la Turquie.

LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE

Sentent la menace d'encerclement les Turcs baissent pavillon

Lausanne, 24 novembre. — Le langage modéré tenu à sa séance de ce matin par le délégué d'Ankara a fait bonne impression. Cette attitude plus conciliante des Turcs



MUSTAPHA KEMAL généralissime des armées kémalistes

est le fruit de la crainte d'encerclement éprouvée par eux en apprenant hier soir le rapprochement de la Bulgarie avec les puissances balkaniques.

Les délégués turcs insistent sur ce fait que depuis plusieurs mois, leurs prétentions n'ont pas varié et qu'elles ne sont point le fruit des circonstances; ils se défendent contre l'idée assez répandue en Occident qu'ils se soient laissés un peu gagner par leurs victoires; ils se défendent aussi énergiquement contre le soupçon de vouloir agiter au regard de la Conférence, la menace de l'amitié russe.

ISMET-PACHA CONFIE SES CRAINTES AUX DELEGUES ALLIES

Lausanne, 24 novembre. — Dans une entrevue qu'il a eue avec les délégués alliés, Ismet-Pacha a fait part de ses appréhensions que lui causait le rapprochement des Etats balkaniques.

KARAGATCH SERA PROBABLEMENT ATTRIBUE A LA TURQUIE

Lausanne, 24 novembre. — Les délégués alliés continuent à repousser l'idée d'un plébiscite en Thrace occidentale. Par contre, il est probable que les Turcs obtiendront gain de cause sur la question de Karagatch.

L'affaire des bandits de la Vilette aux Assises de la Seine

L'assassinat de Mme Desserre

Paris, 24 novembre. — L'audience de vendredi a été consacrée à l'assassinat de Mme Desserre.

René Jean déclare qu'à la vue de Mme Desserre, il n'a pas osé perpétrer le crime projeté et il affirme avoir dit aux deux Agnelliens, ses complices, de partir.

Rassol Oued et Melik ne sont pas de cet avis: c'est nous, disent-ils, qui n'avons pas voulu attaquer Mme Desserre.

On en arrive alors à la deuxième tentative faite par Tissier et René Jean. Le jeudi 21 octobre 1921, vers 5 h. de l'après-midi, ces deux hommes assommèrent, à coups de marteau, Mme Desserre. Le butin s'élevait à 72.000 fr. Tissier affirme qu'il n'a pas pris part au crime.

La suite des débats est renvoyée à demain. L'audience est levée à 17 h. 40.

La déclaration du nouveau Chancelier allemand au Reichstag

M. Cuno pose ses conditions

« Nous réparerons quand les besoins de l'Allemagne auront été satisfaits. »

« LE GOUVERNEMENT NE LAISSERA PAS AJOURNER D'UN SEUL JOUR LA LIBERATION DES TERRITOIRES OCCUPES... MEME LA SARRE. »

Berlin, 24 novembre. — M. Cuno, le nouveau Chancelier allemand, a lu aujourd'hui, au Reichstag, sa déclaration ministérielle, qui n'implique nullement, au contraire, un progrès dans les dispositions de l'Allemagne à réparer.

Avec un cynisme que ses prédécesseurs n'avaient pas encore osé manifester si ouvertement, M. Cuno a déclaré que l'Allemagne ferait ce qu'elle pourrait pour la reconstruction des régions dévastées « mais après que les besoins de l'Allemagne auront été satisfaits. » Ce représentant de la finance allemande, qui sait mieux que personne à quel point, a aussi rejeté sur les Alliés la responsabilité de la baisse du mark.

Enfin, le chef du gouvernement allemand a osé plaider « les populations doublement éprouvées des pays occupés... » visant ainsi, non pas nos malheureuses régions, mais l'Allemagne occupée elle-même!

Il a terminé par une grave menace, affirmant que l'Allemagne ne laissera pas ajourner d'un seul jour la libération des territoires occupés, et même de la Sarre.

En résumé, c'est, dès à présent, l'Allemagne qui pose ses conditions.

LA SEANCE

La séance s'est ouverte à 1 h. 15. Au moment où M. Cuno prenait la parole, s'est produit un incident typique.

UN INCIDENT

M. Koenen s'est écrié: « Conseil d'administration du gouvernement Stines: M. le Directeur général Cuno a la parole. »

M. Cuno commence par protester de la sincérité constitutionnelle du gouvernement et par affirmer sa volonté de collaboration avec les différents partis.

LA SITUATION DE L'ALLEMAGNE

Il fait ensuite à sa façon le tableau de la situation.

D'après le Chancelier allemand, l'Entente est malheureusement contrainte de ne peut supporter les charges imposées par l'ultimatum de Londres. Néanmoins, elle supporte encore les frais d'occupation et les livraisons en nature.

Les cessations de territoires, de colonies, ont coûté notre monnaie à baisser en dehors de toute proportion.

Toutefois, il signale la disparition de l'économie, le goût de la jouissance en Allemagne. Il y a peu de chômeurs, mais la production baisse.

LES REPARATIONS

Le gouvernement fera tout ce qui peut permettre un travail équilibré des culpabilités de guerre. Il travaillera à l'œuvre de paix de reconstruction des régions dévastées, après les besoins de l'Allemagne auront été satisfaits.

D'abord du pain, ensuite des réparations... M. Cuno estime que l'on arrivera à une solution d'autant plus vite que l'on considérera la question des réparations comme une question économique. Il s'appuie pour cette idée, sur les Etats-Unis. Ainsi l'Allemagne doit se créer une politique constructive.

IL NOUS FAUT UN MORATORIUM...

Pour avoir le courage de cette politique, il faut l'espoir du succès. « Ainsi nous faut-il toutes les conditions préalables de notre note à la Commission des réparations, un moratorium de trois à quatre ans, sauf pour les prestations en nature pour les régions dévastées, et réalisable sans augmenter la dette latente, un crédit bancaire de 700 millions et la suppression des barrières douanières. »

Toutte amélioration est impossible tant que durera la politique des ultimatum. Le Chancelier fait ensuite des promesses relatives aux économies à réaliser, aux sacrifices à réclamer des classes possédantes. Le gouvernement fera ses efforts pour collaborer pacifiquement avec les autres peuples.

Il réclame le règlement des indemnités aux Allemands de l'étranger auxquels la guerre a fait subir des pertes.

UNE OCCUPATION CONTRAIRE AUX SENTIMENTS DU MONDE CIVILISE

Nous voulons dit M. Cuno, l'accord et le travail. Mais aussi nous voulons envisager fortement la possibilité qu'il existe de l'autre côté de nos frontières des forces tendant à une nouvelle oppression et à de nouveaux emplois.

Précisément, ces jours-ci, nos regards sont dirigés avec inquiétude vers les populations doublement éprouvées des pays occupés qui supportent, depuis 4 ans, et avec une patience admirable, les charges d'une occupation dont les modalités sont souvent contraires aux sentiments du monde civilisé.

LA REVENDICATION DES TERRITOIRES OCCUPES

Je récite ce que M. Rathenau a déclaré ici deux jours avant sa fin tragique: Le gouvernement ne sera jamais disposé à abandonner les territoires allemands occupés, soit les provinces du Rhin, soit le Palatinat, soit la Sarre, ou à compromettre leur libération et même à la laisser ajourner d'un seul jour.

Le Chancelier déclare en terminant que l'Allemagne ne peut prêter à elle ne s'abandonne pas elle-même.

M. CLEMENCEAU AUX ETATS-UNIS

A Boston, une foule énorme acclame la France et l'ancien premier ministre

Boston, 24 novembre. — Après avoir quitté New-York, M. Clemenceau s'est arrêté successivement à Newhaven, New-London et Providence où il a été partout acclamé. L'accueil que la ville de Boston lui a réservé a été de beaucoup plus grandiose que celui de New-York: toutes les rues étaient pavées à ses couleurs françaises et une foule immense a salué la France et M. Clemenceau.

À l'Hôtel de Ville, le maire M. James Michael Curley, a souhaité la bienvenue à l'ancien président du conseil et lui a remis, comme souvenir, un drapeau français, richement brodé et un petit livre en or; puis il a prononcé l'éloge de la France « l'amie de toujours. »

Le gouverneur des Massachusetts a reçu également M. Clemenceau qu'il a assuré de son amitié et de son respect. Dans sa réponse, M. Clemenceau a rappelé, sur mille de fréquents applaudissements, le rôle de la France pendant la guerre. Il a déclaré qu'il n'était rien venu demander pour la France et qu'il faisait seulement appel aux cœurs des Américains.

« Aucune entente n'est possible en Europe, a-t-il ajouté, sans la collaboration des Etats-Unis. » M. Clemenceau s'est ensuite rendu à la bibliothèque publique où plus de 2.000 enfants, agitant des drapeaux français, ont chanté la Marseillaise, tandis qu'une foule énorme acclamait la France.

UNE ENTREVUE AVEC M. PADEREWSKI ANCIEN PREMIER MINISTRE DE POLOGNE

New-York, 24 novembre. — On rapporte qu'au cours d'un entretien qu'il eut avec M. Clemenceau, M. Paderewski, ancien premier ministre de Pologne lui déclara notamment, sur un ton très ému, et les larmes aux yeux: « Vous êtes le plus grand homme que j'aie jamais connu. »

UNE CRITIQUE DU SENATEUR HITCHCOCK

Washington, 24 novembre. — Au cours d'un débat sur les relations internationales, M. Hitchcock a déclaré au Sénat que l'attitude de M. Clemenceau, à l'égard de l'Allemagne, lors de la préparation du traité, lui interdit de venir aujourd'hui faire un appel au peuple américain.

La politique française est une politique de guerre et non une politique de paix.

M. Sterling, sénateur républicain, a pris la défense de M. Clemenceau.

L'OPINION D'UN JOURNALISTE ANGLAIS

Washington, 24 novembre. — D'après le correspondant du « Times », la campagne de M. Clemenceau n'obtiendra aucun résultat pratique: il ne réussira pas à convaincre l'Amérique qu'une nouvelle politique est nécessaire vis-à-vis de l'Europe.

LA BULGARIE ET LA PETITE ENTENTE

Lausanne, 24 novembre. — M. Stamboulsky a déclaré que la Bulgarie soit sur le point d'entrer ou soit entrée dans la Petite Entente.

LA MORT DE M. SONNINO ancien ministre des Affaires étrangères d'Italie

Rome, 24 novembre. — M. Sonnino, qui nous l'avons annoncé, avait été frappé d'apoplexie cérébrale, a succombé dans la nuit de vendredi.

M. Sonnino fut ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Salandra, qui déclara l'entrée de l'Italie dans la guerre aux côtés des alliés.

mirable, les charges d'une occupation dont les modalités sont souvent contraires aux sentiments du monde civilisé.

LA REVENDICATION DES TERRITOIRES OCCUPES

Je récite ce que M. Rathenau a déclaré ici deux jours avant sa fin tragique: Le gouvernement ne sera jamais disposé à abandonner les territoires allemands occupés, soit les provinces du Rhin, soit le Palatinat, soit la Sarre, ou à compromettre leur libération et même à la laisser ajourner d'un seul jour.

Le Chancelier déclare en terminant que l'Allemagne ne peut prêter à elle ne s'abandonne pas elle-même.

LA REVENDICATION DES TERRITOIRES OCCUPES

Je récite ce que M. Rathenau a déclaré ici deux jours avant sa fin tragique: Le gouvernement ne sera jamais disposé à abandonner les territoires allemands occupés, soit les provinces du Rhin, soit le Palatinat, soit la Sarre, ou à compromettre leur libération et même à la laisser ajourner d'un seul jour.

Le Chancelier déclare en terminant que l'Allemagne ne peut prêter à elle ne s'abandonne pas elle-même.

M. ABEL BESNARD

directeur de l'Ecole des Beaux-Arts

Paris, 24 novembre. — Le maître Albert Besnard, ancien directeur de la Villa Médicis



M. ABEL BESNARD

est nommé directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, où il succèdera à Léon Bonnat, récemment décédé.

Un incident à Kehl

Odieuses brutalités de la part de douaniers allemands

(De notre correspondant)

Il y a une dizaine de jours s'est produit à Kehl un incident franco-allemand qui a vivement indigné l'opinion alsacienne. Nous n'en avions pas voulu parler avant que les faits fussent dûment constatés par l'enquête que le gouvernement français avait aussitôt ouverte.

C'était le 11 novembre, M. E. Krall, fonctionnaire français, était allé en compagnie de sa femme, de sa mère et de son jeune frère, faire une visite à des amis se trouvant en pays occupé. En prévision de la pénurie alimentaire qui se fait sentir de l'autre côté du Rhin, la famille avait emporté d'Alsace quelques provisions de bœuf.

Après avoir constaté l'usage de ces provisions, les douaniers allemands découvrirent dans l'une des poches du garçonnet un petit reste de viande. Ils se mirent aussitôt à clamer que c'était de la contrebande et ils se saisirent de l'enfant pour aller l'embarquer à la douane.

Ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

Mal lui en prit. A peine eut-il formulé son intention de ne pas abandonner l'enfant, que six douaniers se jetèrent sur lui et le rouèrent furieusement de coups; après ce que voyant, M. Krall, frère du garçonnet, se précipita à leur suite pour donner toutes les explications nécessaires.

LA CHAMBRE

vote les budgets de l'Intérieur et du Travail et discute celui de l'Hygiène

La Chambre a adopté, vendredi matin, le budget de l'Intérieur.

Elle a abordé ensuite celui du Travail. Elle a abordé ensuite celui du Travail.

Après le point de vue du gouvernement, répondant aux divers orateurs, M. Peyronnet promet d'appliquer, dans un esprit de libéralisme, la loi du 23 août 1919, réglementant la durée du travail.

La loi sur les assurances viendra bientôt en discussion et le gouvernement, par une inséparable propagande, compte faire donner de meilleurs résultats à la loi sur les retraites ouvrières.

Le gouvernement améliorera la loi sur les accidents du travail.

Le ministre constate que le nombre des chômeurs est aujourd'hui de 2.000, alors qu'il était de 51.000 au début de l'année.

Il déclare que le gouvernement porte un grand intérêt à cette question. Il pense que la solution est en partie, dans le développement incessant des Châsses de chômage.

CONTRE LA MAIN-D'OEUVRE ETRANGERE

M. Brousse demande la suppression des crédits inscrits aux chapitres 22 à 24 (services de la main-d'œuvre étrangère).

M. Gode. — Lorsque vous étiez au gouvernement, vous n'avez pas... un coup.

M. Brousse. — Au ministère des Finances, je n'ai cessé de provoquer les économies avec succès.

M. Gode. — Des mots, des mots et des mots. M. Brousse. — C'est vous qui, avec des mots, nous avez bannés pendant plusieurs années. (Exclamations et rires.)

M. Gode et M. Brousse continuent à se disputer.

Sur opposition du rapporteur et du ministre, l'amendement de M. Brousse est repoussé.

La situation des inspecteurs du travail est examinée et les derniers chapitres du budget de la main-d'œuvre étrangère sont adoptés.

LE BUDGET DE L'HYGIENE

Dans sa séance de l'après-midi, la Chambre discute le budget de l'Hygiène.

Après des observations d'ordre général présentées par M. Jean Molins, M. Peyronnet proteste contre le refus du bénéfice de la loi d'assistance aux femmes en couches opposé par le ministre aux femmes qui perçoivent des salaires de 3 à 500 fr. par mois.

Le ministre, M. Strauss, explique qu'il n'accepte simplement les décisions des Commissions cantonales où il n'a aucune part. Il a demandé à la Commission d'assistance de rapporter au plus tôt un projet de loi déposé par lui et qui a pour objet de remédier à cet état de choses.

M. Peyronnet s'indigne particulièrement d'enfants en bas-âge et aux écoles. Il demande au ministre de favoriser les écoles de plein air, de faire la guerre aux taudis, en un mot de faire une politique préventive plutôt que curative. (Applaudissements.)

M. Strauss démontre ensuite l'utilité de la main-d'œuvre étrangère.

Le D^r G. Lévy, député communiste de Seine, et M. Aubry, député socialiste d'Ille-et-Vilaine, déclarent qu'il est vain de traiter les questions d'hygiène si l'on ne change pas tout le régime social lui-même.

Après une courte réplique de M. Strauss, la discussion générale est close. Les chapitres 1-15 sont adoptés; la suite de la discussion est renvoyée à demain matin à 9 h. 30. La séance est levée à 19 h. 15.

LA TRAGIQUE IRLANDE

Erskine Childers a été exécuté DE VALERA ANNONCE QUE SA MORT SERA CRUELLEMENT VENGEE

Dublin, 24 novembre. — Le chef républicain Erskine Childers a été exécuté ce matin.

Alors que l'apaisement paraissait se faire en Irlande prochainement du moins, faut-il croire que l'événement qui vient de s'accroître à Dublin va replonger la malheureuse île dans les luttes fratricides violentes? Cela est bien à craindre, car de Valera a déjà déclaré que l'exécution d'Erskine Childers serait cruellement vengée par ses partisans et l'on sait que les menaces du chef républicain ne sont pas paroles en l'air.

Erskine Childers, quelques mois les faits qui ont abouti à l'exécution. Erskine Childers fut arrêté et trouvé porteur d'un revolver, défilé dans la loi irlandaise fait un crime passible de la peine de mort. Malgré toutes les démarches de ses amis, le gouvernement de l'Etat libre s'est montré décidé à agir contre les rebelles avec une énergie implacable.

Childers était un Anglais qui après avoir servi avec distinction dans la guerre de Transvaal, passa au civil. Il écrivit dans un roman écrit il y a douze ans, dénoncé l'espionnage allemand.

Les rebelles ont attaqué les casernes de Dublin

DERNIERE HEURE